



Bureau canadien de
l'éducation internationale

Dialogue national sur les étudiant.e.s internationale.e.s

*Tracer la voie à suivre pour un secteur de
l'éducation internationale durable et responsable*

22 - 23 mai 2024



Contexte

Le secteur canadien de l'éducation internationale est à la croisée des chemins. La croissance réussie du secteur canadien de l'éducation internationale a procuré des avantages incommensurables, non seulement aux étudiant.e.s internationaux.ales qui fréquentent nos établissements d'enseignement de grande qualité, mais aussi aux étudiant.e.s canadien.ne.s, ainsi qu'aux établissements et aux collectivités qui les accueillent. Les termes du contrat ont toujours été clairs.

Les étudiant.e.s internationaux.ales, en échange de leurs frais de scolarité, profitent d'une expérience d'éducation internationale de grande qualité dans un environnement sécuritaire, accueillant et inclusif. Pendant leur séjour, ils et elles enrichissent la qualité de vie sur le campus et dans les collectivités qui les accueillent. Après avoir terminé leur programme d'études, les étudiant.e.s sont prêts à travailler et possèdent un diplôme de premier ordre qui est reconnu dans le monde entier.

Les établissements d'accueil offrent aux nouveaux.elles étudiant.e.s des mesures de soutien globales adéquates et adaptées à leur culture qui leur permettent de vivre une expérience scolaire couronnée de succès et de grande qualité : orientation et accès à des services d'aide au logement, de santé, de santé mentale, de recherche d'emploi et autres).

Ces mesures facilitent et soutiennent également les échanges universitaires et de recherche mutuellement bénéfiques.

Les collectivités et les entreprises qui accueillent des étudiant.e.s internationaux.ales comptent parfois sur ces étudiant.e.s pour répondre à des impératifs démographiques ou combler les lacunes du marché du travail. En échange, elles leur offrent des possibilités d'épanouissement personnel et professionnel et veillent à ce que ces étudiant.e.s aient accès aux services de santé, sociaux et communautaires essentiels.

Les gouvernements accueillent et, parfois, soutiennent directement les nouveaux.elle.s étudiant.e.s internationaux.ales pour atteindre divers objectifs de politique publique, notamment : améliorer la qualité et la viabilité des établissements, favoriser des relations interpersonnelles qui favorisent la compréhension et la solidarité à l'échelle mondiale, atteindre les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, promouvoir la politique étrangère et les intérêts commerciaux, renforcer la compétitivité en attirant et en retenant les meilleurs talents du monde, et contrer le déclin de la population.

S'il est bien géré, ce cercle vertueux est une solution gagnante pour tout le monde.

Mais cette croissance sans précédent du secteur s'est accompagnée de points de pression qui se sont multipliés dans certains établissements, programmes, régions et communautés. Le nombre d'étudiant.e.s internationaux.ales qui choisissent le Canada a considérablement augmenté. Mais sur fond d'incertitude économique, d'inflation et d'accès insuffisant aux soins de santé et au logement abordable, le consensus sur la façon d'aborder ces points de pression s'avère difficile à atteindre.

En outre, il est de plus en plus fréquent que des étudiant.e.s internationaux.ales fassent état d'expériences négatives survenues au cours de leur séjour au Canada. Parmi les problèmes cités, mentionnons les pénuries de logements convenables et abordables, les problèmes de santé mentale, le manque de diversité dans les salles de classe, la sursaturation de certains programmes et certaines villes d'accueil, les difficultés financières et professionnelles, le racisme ou l'intolérance et le manque d'intégration dans les communautés canadiennes, etc.

Ces tendances ont culminé en janvier 2024, avec l'annonce par IRCC d'un plafonnement temporaire du nombre de nouvelles demandes de permis d'études international. Cela s'ajoutait à d'autres nouvelles exigences récemment établies selon lesquelles les étudiant.e.s éventuel.le.s devaient démontrer une capacité financière accrue leur permettant de financer leurs études

dans un contexte où les possibilités de travail à temps partiel en dehors du campus sont plus limitées.

Mises en œuvre unilatéralement avec un préavis limité, ces mesures ont ébranlé le secteur canadien de l'éducation internationale. Ces instruments de politique, parmi les rares dont dispose le gouvernement fédéral pour calibrer le taux d'inscription des étudiant.e.s internationaux.ales, ont entraîné des conséquences néfastes.

Pour certains établissements, ces changements soudains constituent une menace existentielle. De tels changements risquent également de miner l'image de marque mondiale durement acquise du Canada en tant que destination de choix pour l'éducation internationale et notre capacité à attirer les étudiant.e.s internationaux.ales les plus brillant.e.s dont nos entreprises ont besoin. En outre, ces changements soudains ont laissé dans l'incertitude de nombreux.euses étudiant.e.s internationaux.ales qui avaient été encouragé.e.s par l'entremise de la marque ÉduCanada à étudier au Canada et qui avaient pourtant respecté toutes les règles. Compte tenu de cette incertitude et de la confusion, ces étudiant.e.s pourraient finir par choisir d'autres destinations pour leurs études.



Les provinces et les établissements, en particulier ceux qui comptent le plus grand nombre d'étudiant.e.s internationaux.ales inscrit.e.s, travaillent d'arrache-pied pour s'adapter à ces nouvelles mesures. Avec la mise en œuvre de ce plafonnement, le nombre de permis d'études attribués est désormais nettement inférieur au nombre d'étudiant.e.s internationaux.ales qui (avant le plafond au moins) étaient intéressé.e.s par des études au Canada. Les diverses autorités compétentes peinent à prendre des décisions difficiles sur la façon de les répartir entre les universités, les collèges d'enseignement technique et autres programmes menant à l'obtention d'un diplôme, ainsi que sur la façon d'éliminer les mauvais acteurs de l'équation.

Alors que le Canada entame un nouveau chapitre en éducation internationale, nous avons l'occasion de réfléchir et d'élaborer des stratégies, de bien faire les choses, et de concevoir un cadre éthique et durable pour l'éducation internationale au Canada.

Une approche plus stratégique, plus souple, plus inclusive et plus éclairée de la planification et de la définition des priorités

en matière d'éducation internationale est nécessaire et doit mobiliser un plus large éventail de protagonistes.

En tant que secteur, nous devons nous assurer de respecter les engagements et les valeurs que nous faisons valoir auprès des étudiant.e.s internationaux.ales sous la marque ÉduCanada. Pour que les étudiant.e.s internationaux.ales vivent une expérience d'études positive au Canada, nous devons les appuyer tout au long de leur parcours, depuis leur demande d'admission dans un établissement canadien jusqu'à la fin de leurs études et leur transition vers le marché du travail.

Ainsi, nous assurerons non seulement la réussite de chaque étudiant.e internationale.e, mais nous permettrons également au Canada de tirer parti de leur formation et de leurs compétences tout en maintenant, à long terme, notre position de destination de premier choix pour ce qui est de l'éducation internationale.

Pour discussion

À une époque où la solidarité et le consensus sur la façon d'aller de l'avant sont essentiels, les querelles publiques entre les secteurs et les établissements quant à l'équilibre entre ces solutions font les manchettes et risquent de miner davantage l'image de marque d'ÉduCanada. Les professionnel.le.s de l'EI, les responsables des politiques, les établissements et les parties prenantes devraient plutôt s'efforcer de réinventer collectivement l'EI au Canada.

De grandes questions et de graves problèmes demeurent en suspens :

- À une époque où la solidarité et le consensus sur la façon d'aller de l'avant sont essentiels, les querelles publiques entre les secteurs et les établissements quant à l'équilibre entre ces solutions font les manchettes et risquent de miner davantage l'image de marque d'ÉduCanada. Les professionnel.le.s de l'EI, les responsables des politiques, les établissements et les parties prenantes devraient plutôt s'efforcer de réinventer collectivement l'EI au Canada.
- De grandes questions et de graves problèmes demeurent en suspens :
- Comment revitaliser le secteur de l'EI pour veiller à ce qu'il contribue clairement et sans ambiguïté à des objectifs précis de politique publique?
- Si la raison d'être du plafonnement temporaire du nombre d'inscriptions d'étudiant.e.s internationaux.ales est de se donner le temps de « réorienter les politiques et les programmes afin de maintenir un environnement accueillant et solidaire pour les étudiant.e.s internationaux.ales », que signifie précisément « accueillant et solidaire » sur le plan des politiques et des programmes? Et qui est chargé de fixer ce seuil et d'évaluer s'il est respecté?
- Quelles sont les répercussions sur les rôles et les responsabilités des personnes, des établissements et des autorités compétentes en ce qui a trait à la prestation et au maintien de services d'EI de qualité?

- Comment pouvons-nous, en l'absence de données opportunes, cohérentes, comparables, fiables et complètes sur les progrès et les résultats de l'EI, établir des priorités réalistes et réalisables au sein des secteurs et entre ces derniers?
- L'enjeu est trop important pour permettre aux responsables des politiques liées à l'EI de continuer à prendre des décisions en vase clos sur les politiques et les programmes. En effet, la crise actuelle que traverse le secteur est sans doute le résultat de l'échec du processus d'élaboration des politiques en l'absence d'un tableau complet de données. Pourquoi a-t-on soudainement été surpris d'apprendre que l'investissement dans les capacités de base visant à répondre aux besoins des étudiant.e.s internationaux.ales ne correspondait pas à la croissance des inscriptions? Où étaient les prévisions permettant aux planificateur.trice.s de réaliser les bons investissements?
- Plus important encore, comment pouvons-nous nous assurer que les étudiant.e.s internationaux.ales obtiennent l'expérience d'EI de qualité pour laquelle ils et elles ont payé? Et comment pouvons-nous garantir que les établissements d'accueil, les collectivités et les employeurs tireront parti de la multitude d'avantages qu'une programmation judicieuse en matière d'EI peut offrir?

Un dialogue national

Cet événement a pour objectif de tracer la voie à suivre pour le secteur canadien de l'éducation internationale et le soutien qu'il apporte aux étudiant.e.s internationaux.ales. Les discussions porteront sur ce que nous avons bien fait, où et quand les choses ont commencé à se gâter, et comment, en tant que pays, nous pouvons tracer une voie durable pour l'avenir.

À cette fin, nous réunirons un éventail de protagonistes traditionnel.le.s et non traditionnel.le.s de ce domaine afin d'examiner les problèmes complexes auxquels font face certain.e.s étudiant.e.s internationaux.ales et d'explorer la meilleure façon de les appuyer dans des domaines comme le marché du travail et l'intégration au sein de la collectivité, le logement et la santé mentale.

À l'issue de l'événement, un rapport de synthèse des principales recommandations qui seront ressorties des discussions sera rédigé et communiqué au gouvernement fédéral, aux gouvernements provinciaux concernés ainsi qu'à d'autres parties prenantes clés.

Dans le cadre de ce rapport, nous nous efforcerons de formuler des recommandations sur les changements nécessaires en matière de leadership, de structure, de politiques et de programmes, sur la mise sur pied de nouveaux partenariats et coalitions stratégiques, sur les mécanismes de transmission et de mise à l'échelle des pratiques exemplaires, ainsi que sur les recherches, les données et les pratiques de mobilisation de connaissances supplémentaires nécessaires pour appuyer les efforts continus du secteur visant à favoriser la réussite des étudiant.e.s internationaux.ales et à maintenir l'intégrité de la marque ÉduCanada.

